

Table des matières

Préface	1
CHAPITRE 1 — Introduction	3
CHAPITRE 2 — La sécurité privée moderne — Rôle et caractéristiques principales: quelques implications juridiques d'ordre général	7
Qu'est-ce que la sécurité privée?	7
Le secteur du personnel de sécurité privé — ses dimensions et sa croissance	9
Le personnel de sécurité privé — son omniprésence	13
Les conséquences de l'évolution des liens de propriété — «la propriété privée de masse»	13
La sécurité privée — solution de remplacement à la police publique	15
L'instauration d'une police préventive	16
Lieux publics et lieux privés	18
Le contrôle de la propriété en tant que fondement de l'exercice des pouvoirs de «police» et du contrôle social	24
Résumé	28
CHAPITRE 3 — La sécurité privée et la constitution	31
La compétence fédérale	31
La compétence provinciale	34
Les ambiguïtés constitutionnelles	35
La sécurité privée et les pouvoirs d'application des lois	37
Les distinctions entre droit civil et droit pénal et leurs limites	42
Résumé	44
CHAPITRE 4 — Le droit régissant les pouvoirs de fouille, de perquisition et de saisie du personnel de sécurité privé	47
Le statut juridique du personnel de sécurité privé	47
(1) Les «agents de la paix»	48

(2) Les propriétaires, les personnes en possession légitime d'un bien et leurs représentants autorisés	55
(3) «Quiconque», «particuliers»	58
Les pouvoirs que possède en droit le personnel de sécurité privé en matière de fouille, de perquisition et de saisie	59
(1) Les fouilles ou perquisitions effectuées en vertu de mandats de perquisition	61
(2) Les fouilles accessoires à une arrestation légitime	65
(a) Arrestation sans mandat	69
(i) «en train de commettre»	70
(ii) «en train de fuir»	72
(iii) «une personne autorisée»	75
(iv) «sur ou concernant ledit bien»	76
(b) Arrestation avec mandat	83
(3) Les fouilles et perquisitions effectuées sans mandat en vertu de dispositions législatives précises	84
(4) Les fouilles et les perquisitions accessoires à l'exercice des droits de propriété	90
(5) Les fouilles effectuées avec le consentement de la personne qui en fait l'objet	93
(a) Les avis unilatéraux	97
(b) Le consentement implicite découlant de l'acceptation	100
(c) Les uniformes et le consentement	101
(d) Le consentement découlant implicitement de relations particulières	103
Les recours juridiques en cas de fouille, de perquisition ou de saisie illégitime	105
(1) L'inculpation au criminel	106
(2) Les poursuites civiles en dommages-intérêts	108
(a) La relation commettant/serviteur	110
(b) Le cadre de l'emploi	112
(3) Les plaintes auprès des organismes responsables des licences	113
Résumé	115

CHAPITRE 5 — Les politiques et les méthodes employées par le secteur de la sécurité privée en matière de fouille et de saisie	119
Le contrôle de l'accès à la propriété	119
La protection des biens et la prévention des pertes	121
Le résultat des recherches	121
(1) L'autorisation	123
(2) Formation concernant les pouvoirs de fouille	124

(3) L'exercice des pouvoirs de fouille	125
Les facteurs qui influencent les politiques et les méthodes de fouille	126
(1) Les facteurs juridiques	126
(2) Les facteurs professionnels	129
Les motifs justifiant les procédures de fouille	132
L'obtention du consentement	136
(1) La persuasion verbale	137
(2) Les avis unilatéraux	137
(3) Les droits de la direction et les conventions collectives	138
(4) Autres contrats	146
La sécurité privée et son cadre: les systèmes de justice privée	147
(1) Les hypothèses	149
(2) Les objectifs	149
(3) Les procédures	150
(4) Les solutions	151
Résumé	153
 OUVRAGES DE RÉFÉRENCE	 157
ANNEXE A: Recommandations concernant le statut d'agent de la paix	161
ANNEXE B: Articles 38 à 42 du <i>Code criminel</i>	165
ANNEXE C: Règlements pris en vertu du «Private Investigators and Security Guards Act» de l'Alberta, R.S.A. 1970, c. 283	169
ANNEXE D: Lois des États-Unis concernant la détention en matière de vol à l'étalage	191
ANNEXE E: Exemple de dispositions s'appliquant à la fouille dans une convention collective	195
RENVOIS	203